



Quand la justice fait irruption

Numéro 15
Décembre 2000

attac

LE GRAIN DE SABLE

journal@attac.org - <http://attac.org> — ATTAC — 9bis, rue de Valence — 75005 Paris
Ce mensuel à été écrit et mis au point par des membres de l'association à partir du site Internet.

MISÈRE à DONNER

En fait, ce n'est pas parce que quelques-uns ont largement plus qu'il ne leur faudrait pour vivre grassement 50 vies d'affilées qu'il y a un problème. Je dirais même que ce serait plutôt risible cette accumulation de richesse démesurée, impossible à utiliser entièrement, à répertorier, à emmener avec soi en week-end ; et ils seraient presque à plaindre, les pauvres : passer sa vie à détourner et à trouver des cachettes pour des milliards et des milliards, camoufler des comptes en banque, inventer des sociétés bidons, devoir écrire sans fin des fausses factures, et inviter chaque soir des amis qui risquent de vous vendre le lendemain.

Risible, oui... si quelque part, d'autres hommes et d'autres femmes, pas plus, pas moins qu'eux, ne s'épuisaient sans arriver à joindre les deux bouts, en se croyant nuls, incapables, impuissants, et surtout responsables de leur merde ; si des enfants ne voyaient pas leur avenir bouché, sans espoir à se croire idiots, maladroits, du côté des perdants, et surtout responsables de ne pas y arriver.

Si au moins ils nous montraient un visage heureux, ces détournateurs de l'argent public, si le sacrifice d'une partie de l'humanité les rendaient épanouis, s'il se dégageait d'eux une luminosité extraordinaire, la certitude qu'avoir *trop* rend la vie sereine, peinarde à profiter sur le dos des autres du bonheur quotidien... mais regardez-les : anxieux, stressés, belliqueux, sourcils froncés, regard noir... Quel gâchis que tout soit pour eux quand on sait qu'il y en aurait assez pour tout le monde !

Allez ! S'ils sont ainsi, c'est peut-être qu'au fond ils savent, quoiqu'ils fassent, qu'ils ne pourront jamais les vivre, ces 50 vies d'affilées. Les pauvres ! Pour les consoler, je voudrais leur offrir (avant que la mort comme pour tout le monde les emporte) la seule chose qui leur manque : un peu de misère... pour leur apprendre au moins à sourire.

Arlette Fétat

Ce qu'il y a de sûr avec l'histoire du Paradis sur terre, c'est qu'il existe. Ou plutôt qu'ils existent. Pas très religieux, mais totalement fiscaux, largement plus organisés que nos astuces pour économiser 100 balles sur notre déclaration de revenus, et disséminés en Europe mais aussi dans des petites îles à vous faire baver d'envie pour une semaine de vacances relaxes, juste une petite semaine... Les explications, mécanismes, conséquences économiques et politiques ainsi que la liste noire de l'ONU de ces lieux paradisiaques : <http://attac.org/fra/grou/doc/69/691.htm> et <http://www.local.attac.org/attac44/document/s/groupe travail/groupe03.htm> et

<http://www.attac.org/fra/cons/doc/inter11.htm>

Plutôt que de penser aux vacances, certains ont pensé retraite. Grâce à "Mercata Trading", société, dont le siège est à Genève et qui appartient à Victor Stolpovkih, Boris Eltsine est assuré de vivre multicentenaire sans risque de misère. A propos, où passe-t'il sa retraite le beau Boris ? <http://www.amnistia.net/news/articles/russdo ss/kremgat/kremgat>

La Suisse, d'ailleurs n'en a pas fini avec les principaux parrains de la mafia russe ou soupçonnés tels. Mais il peut tellement facilement y avoir confusion entre "commissions" et "détournements d'argent" que l'erreur est facile. Du coup, elle a dû indemniser Sergueï Mikhaïlov (longtemps proche de l'ancien président Boris) 800 000 francs suisses (plus de 517 000 euros) pour avoir pris ce "simple homme d'affaires" pour un homme de racket et de proxénétisme en passant par le blanchiment d'argent. Plus de détails :

<http://www.lemonde.fr/article/0,2320,seq-2037-82900-QUO.00.html>

517000 € = 3 391 129,60 FF Je veux simplement mettre en parallèle la parole d'un homme pauvre du Kenya : *La pauvreté ? Ne me demandez pas ce que c'est : vous l'avez rencontrée devant ma porte. Regardez la maison, comptez les trous. Regardez mes affaires et les vêtements que je porte. Regardez tout ce qu'il y a ici et écrivez ce que vous voyez. C'est ça la pauvreté.* Combattre la pauvreté : <http://attac.org/fra/orga/doc/bm.htm>

A entendre également la parole des chômeuses de St Mihiel (déc.97) qui avaient écrit aux élus de la Meuse : ... *'Nous suivons l'actualité. Le spectacle que nous offrent*

nos politiques est bien triste. Ce n'est que corruption, détournement d'argent et on nous demande d'être honnêtes... 'La Meuse est un département économiquement faible mais il n'empêche que nous payons les taxes les plus chères du pays... Les aides financières distribuées aux industriels n'ont guère créé d'emplois, alors où passent ces aides?... 'Certains chômeurs ont perdu leur dignité. Ils survivent la colère rentrée. Ils sont devenus des 'serfs' vivant misérablement dans un monde sans partage où le travail ne paie plus et cela devant des responsables sans efficacité, parfois corrompus...' <http://www.humanite.presse.fr/journal/archives.html>

Réduire la pauvreté de moitié dans le monde... d'ici 2015": tel est l'engagement que le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE viennent solennellement de ratifier lors du Sommet social organisé par l'ONU le 26 juin 2000 à Genève. C'était la même promesse en 1995 et ce sera sans doute la même au prochain Sommet.

Mais en réalité : 3 milliards d'individus, (sur)vivent avec moins de deux dollars par jour ; 800 millions de personnes n'ont pas accès aux soins de santé ; un enfant du Tiers-Monde sur trois ne connaît pas l'école ; dans les 48 pays les plus pauvres, un tiers de la population ne dépasse pas 40 ans... <http://attac.org/belgique/bruxelles/index.html>

Car la richesse est là, possible pour tous. A lire le document : A UN ACCORD DES CITOYENS ET DES PEUPLES SUR LES INVESTISSEMENTS ET LES RICHESSES "ACPIR" de Susan Georges, et dont voici le préambule : *La richesse de l'humanité ne cesse de croître et la technologie de s'améliorer. Il serait enfin possible de garantir à chacun une place équitable et digne dans la société et de préserver la nature. Cependant, le capitalisme transnational néo-libéral, avec la complicité d'institutions internationales, condamne des centaines de millions d'hommes et de femmes à l'exclusion, dévaste l'environnement, bafoue les droits de la personne humaine et méprise la démocratie. Tout accord s'inspirant des mêmes principes que ceux de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement [AMI] rendrait ces effets néfastes irréversibles. Aussi avons-nous rédigé cet Accord des Citoyens et des Peuples sur les Investissements et les Richesses [ACPIR] qui se fonde sur des principes de droit international universellement reconnus.* <http://www.local.attac.org/35/docs/acpir/acpirv5.html>

OPERATION VAL-DE-SEINE : la plus grande opération immobilière d'Ile-de-France.

56 hectares qui se répartissent ainsi : 4 à Meudon, environ 52 à Boulogne-Billancourt (Ile Seguin : 11 ha, " trapèze " : 32 ha, " confettis " : 9 ha), et les " confettis " d'Issy-les-Moulineaux.

L'aménagement de Val-de-Seine peut être raisonnablement comparé à celui de La Défense (70 hectares) ; les enjeux sont énormes en termes d'emplois, d'équipements collectifs, d'urbanisme, d'écologie et de qualité de la vie locale ; cet aménagement aura des effets directs ou induits dans sept collectivités locales (Boulogne-Billancourt, sa périphérie et le quinzième arrondissement de Paris).

Les terrains constituent actuellement ce qu'on appelle une " friche industrielle ".

Les études fort coûteuses courent depuis maintenant plus de quinze ans, sans résultats convaincants ; l'information des habitants est réduite à la portion congrue ; leurs besoins ne sont pas réellement pris en compte.

Ce journal a été écrit et mis au point par des membres de l'association à partir du site Internet

Les terrains de Renault sont à vendre ...

1. L'actualité du projet à Meudon :

Deux projets étaient en concurrence : d'une part, celui de Norman Foster, architecte retenu pour le Reichstag de Berlin, qui visait à installer le siège du groupe Havas ; d'autre part, celui de la direction européenne de CISCO (entreprise transnationale d'origine américaine dominant le marché des réseaux - " networking ").

Le projet Havas avait la faveur des habitants et des principales associations concernées ; il consistait en plusieurs petits bâtiments translucides disséminés sur un terrain reboisé qui devait être accessible à la collectivité.

Le projet CISCO a été retenu : ce sera un lieu fermé composé de bâtiments de quatre ou cinq étages ; un projet très banal qui s'inscrit dans la pure logique néo-libérale.

2. L'actualité à Boulogne-Billancourt :

Le plan d'occupation des sols (POS) présenté par M. Fourcade, député-maire de Boulogne-Billancourt, a été repoussé par le conseil municipal, au début 2000 ; la situation est donc incertaine.

Les seules informations à peu près cohérentes concernent l'île Seguin :

- trois hectares doivent être consacrés à la fondation d'art contemporain François Pinault,
- quatre hectares seraient dévolus à un parc paysager,
- un pôle technologique pourrait occuper les quatre hectares restants,
- un musée Renault est parfois évoqué et serait installé dans la pointe située au nord de l'île.

François Pinault, d'après le journal Le Monde du 5 septembre 2000, chercherait à redorer son image ternie par quelques opérations financières douteuses.

A noter qu'une fondation n'est pas uniquement une organisation sans but lucratif : la " sectorisation " permet la création de filiales commerciales en son sein.

3. La position de Renault :

Cette entreprise et son p-dg, M. Schweitzer, poursuivent deux objectifs :

- vendre les terrains aux plus offrants (le chiffre de quatre à six milliards de francs est généralement avancé) en tirant parti des investissements publics faits dans les communes concernées et dans la région,
- et améliorer son image par quelques opérations de prestige.

L'intérêt général n'est pas pris en compte par Renault, dont pourtant plus de 45% du capital est détenu par l'Etat.

4. Le manque de cohérence dans la gestion de l'aménagement :

L'aménagement a été récemment découpé en morceaux, par le syndicat mixte dirigé par M. Fourcade, sans tenir compte des besoins des habitants concernés. C'est en grande partie le résultat du désengagement de l'Etat qui a suivi le départ de Michel Rocard de son poste de premier ministre.

Par ailleurs, il convient de mettre l'accent sur la grande qualité et la pertinence des deux études réalisées, l'une par Jean-Eudes Roullier, à l'initiative de Michel Rocard, alors premier ministre, l'autre par Jean-Pierre Morelon, au début des années 90 ; ces études ont l'immense avantage de considérer l'aménagement du Val-de-Seine dans sa globalité ; M. Fourcade les a tout dernièrement qualifiées d'obsolettes.

5. Le projet d'Attac 92 :

La réunion publique qu'Attac 92 souhaite organiser, un samedi de fin janvier ou début février 2001, à Boulogne-Billancourt, est une première étape ; elle a pour buts :

- d'informer les citoyens sur les différents aménagements en cours et sur leurs conséquences, mais aussi de faire un petit historique depuis l'installation de Renault à Boulogne-Billancourt,
- de faire ressortir, par des exemples concrets, l'influence des décisions prises aux niveaux

national, européen et international sur la vie locale,

- de souligner l'absolue nécessité de la démocratie participative, d'en décrire les mécanismes en se fondant sur quelques expériences, par exemple celle de Saint-Denis ou celle, plus loin de nous, de Porto Alegre, où les citoyens élaborent avec les politiques le budget de la ville en mode participatif.

Une des raisons majeures qui motive Attac 92 à se saisir de cette question est le lien, ici et maintenant, entre " global " et " local " :

- démantèlement des services publics que nous utilisons tous les jours, programmé par l'OMC et l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS),
- délocalisation d'activités de Renault vers des pays où la protection sociale est plus faible, voire inexistante, avec les conséquences notamment sur l'emploi,
- accroissement de la spéculation financière et immobilière et ses effets sociaux.

6. Constitution de l'équipe Attac 92 et ouverture sur tous les acteurs extérieurs :

L'organisation de cette réunion publique, qui doit être d'une très bonne qualité, nécessite des actions et contacts multiples ; une liste les matérialise d'ores et déjà, ainsi qu'une première esquisse de ce que pourrait être la réunion publique ; Attac 92 souhaite organiser, sous son nom propre, un colloque pluriel, ouvert à toutes les associations, syndicats et élus qui souhaitent y participer ; cela prendra la forme d'un large débat avec les citoyens qui y seront présents.

Si vous vous sentez concerné et si vous avez un peu de temps à y consacrer, plus généralement, si vous avez des informations nous permettant de progresser, nous vous invitons à prendre contact avec Bernard Blavette au **01 48 25 88 05** ou avec Alain Lecourieux au **01 47 81 81 67**, au **06 86 94 70 05** ou attac92@attac.org

Bernard Blavette
Alain Lecourieux

Ce journal a été écrit et mis au point par des membres de l'association à partir du site Internet

LE GRAIN DE SABLE
ATTAC PARIS 14

Le 14 octobre 2000 nous étions entre trente et quarante milles femmes venues manifester à Bruxelles lors de la Marche Européenne, pour dire non à la misère, non à la violence, et démontrer notre solidarité avec les femmes du monde entier : les femmes déplacées, femmes immigrées, femmes paysannes, femmes torturées et femmes violées, femmes emprisonnées et femmes disparues. Des sit in, des forums, des colloques ont jalonné ces journées de mobilisation. Partout dans le monde les cibles ont été la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International les multinationales et leur bras armé la CIA (surtout pour l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud). Nous avons dénoncé les nouvelles formes d'asservissement et le "formatage" de l'être humain en vue de servir l'économie de marché. Extrait de La Marche Mondiale des Femmes contre La Barbarie Néo-Libérale <http://attac.org/fra/grou/doc/paris14/7510.htm>

POUR UNE ANALYSE SEXUEE DE LA MONDIALISATION

La mondialisation libérale aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales, elle rabaisse les choix des peuples et dénature le fonctionnement démocratique de nos sociétés par le biais de l'abandon de souveraineté des états au profit des investisseurs et des marchands.

Dans ce contexte, les femmes sont gravement touchées : dans les pays industrialisés les femmes sont pénalisées au travers des organisations du travail et du temps. Ainsi le temps partiel est massivement féminin. La discrimination joue également dans l'accès aux possibilités de carrière, de formation, de responsabilités¹. Les chiffres sont accablants : les femmes gagnent en France, en moyenne, 27 % de moins que les hommes. 28 % d'entre elles gagnent moins de 5000 F. par mois, contre 7 % des hommes. En outre, 60 % des chômeurs sont des chômeuses. Dans les pays du Sud, la pénurie d'emplois condamne les femmes à des travaux sous-payés, accompagnés souvent de violence physique ou sexuelle. Il serait suffisant de dire que parmi les 1,25 milliards des pauvres sur la planète, 70% sont des femmes et 900 millions d'analphabètes².

Un regard attentif sur les chiffres sur les effets de la mondialisation libérale verrait que la pauvreté est sexuée. Cette donne, ainsi que les combats des femmes contre ce système, prétendument inéluctable,

nous ont amené à créer un groupe "femmes et mondialisation" initialement au sein du comité ATTAC Paris 14^e. Vite la réflexion s'est collectivisée avec des adhérents ATTAC de différents comités (Nevers, Seine-et-Marne, Paris 11 et 12, 93 Sud...). Par la suite, à l'Assemblée Générale de St Brieuc la création d'un réseau national sur ce thème a été officiellement annoncée.

Avant tout, et au vu des données exposées, le réseau "femmes et mondialisation" propose qu'ATTAC intègre la question de l'égalité des sexes dans ses analyses politiques et économiques, afin d'envisager les solutions les plus adéquates.

De plus, il voudrait modestement éclairer un aspect, jusqu'à ce jour négligé, de la scène politique française : le lien du mouvement des femmes avec le mouvement social. Loin de l'analyse simpliste selon laquelle les femmes revendiquent des droits correspondant à des besoins propres, le mouvement des femmes propose un projet global de société équitable et égalitaire pour tout le monde, hommes et femmes. Porteuses de résistances contre la pauvreté, les femmes proposent des alternatives économiques globales par leur travail, ainsi au travers de l'économie solidaire, ou par leur engagement politique.

Par ailleurs, étant donné les liens de structuration réciproques entre la langue et la pensée, le choix du vocabulaire dans ATTAC pourrait nous éviter de retomber par automatisme dans la sémantique patriarcale (par exemple en

proposant de remplacer "homme" par "humain" et "sexuel" par "sexué").

Nous voudrions également constater la faible représentativité des femmes dans ATTAC (10 sur 30 au Conseil d'administration, 3 sur 11 au Bureau, nulle au Conseil Scientifique). A ce propos, nous voulons d'ATTAC, association de type nouveau d'un esprit frais et précurseur d'une nouvelle façon de faire la politique, qu'elle incarne, dans son fonctionnement, le symbole de la démocratie paritaire. (Sur ce sujet une lettre peut être signée en ligne :

<http://www.attac.org/fra/grou/doc/paris14/7512.htm>)

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site :

<http://www.attac.org/fra/grou/doc/paris14>

Si vous voulez prendre contact avec nous :

Nevers : mél : nievre@attac.org ,
tél : 06 88 16 62 74 (Stéphanie)

Paris :
mél femmes.paris14@attac.org ,
tél 01 45 42 76 30 / 06 83 38 16 80 (Chryssi)

**Pour le groupe Femmes et Mondialisation,
Chryssi TSIROGIANNI**

¹ GENEVE 2000, passeport pour les inégalités

² GENEVE 2000, passeport pour les inégalités